

Présents :

Sylvie GUILLAUME
Bourgmestre-Président

Daniel GUEBELS
Valérie RECHT
Christopher BONNIER
Echevins

Maria VITULANO
Présidente du CPAS

Valérie EPPE
Robert SCHILTZ
Mohammed BOUMKASSAR
Christian MARMOY
Bruno GOELFF
Stéphanie LENTINI
Geoffrey SCHADECK
François RONGVAUX
Valérie GILLARD
Jean-Jacques BOREUX
Conseillers

Et
Coralie ROSKAM
Directrice générale

Séance publique du 16 octobre 2019

Objet : Règlement redevance communale sur les exhumations

LE CONSEIL :

- Vu la Constitution, les articles 41, 162 et 173 ;
- Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation, les articles L1122-30 et L1232-1 et suivants ;
- Vu le décret du 14 décembre 2000 (MB du 18/01/2001) et la loi du 24 juin 2000 (MB du 23/09/2004, ed.2) portant assentiment de la Charte européenne de l'autonomie locale, notamment l'article 9.1 de la Charte
- Vu les recommandations émises par la circulaire du 17 mai 2019 relative à l'élaboration des budgets des communes et des CPAS de la Région wallonne, à l'exception des communes et des CPAS relevant des communes de la Communauté germanophone, pour l'année 2020
- Vu la communication du dossier au Directeur financier faite en date du 26 septembre 2019 conformément à l'article L 1124-40, §1^{er}, 3^o et 4^o du CDLD ;
- Vu l'avis favorable rendu par le Directeur financier en date du 26 septembre 2019 et joint en annexe ;

ARRÊTE À L'UNANIMITÉ :

Article 1

Il est établi, pour les exercices 2020 à 2025, une redevance sur les exhumations de restes mortels dans les cimetières communaux exécutées par la commune.

Article 2 :

La redevance est fixée à :

- 100 € pour l'exhumation d'une urne d'un columbarium vers une caverne ou d'une caverne vers un columbarium.
- 300 € pour l'exhumation d'une urne d'un columbarium vers un caveau, d'une caverne vers un caveau, d'une urne d'un caveau ou en pleine terre vers un autre caveau ou caverne ou columbarium.

Article 3 :

La redevance est due par la personne qui demande l'exhumation.

Article 4

La redevance est payable dans les 30 jours calendrier de la réception de la facture.

Article 5 :

En cas de non-paiement de la redevance à l'échéance, conformément à l'article L 1124-40 du Code de la Démocratie Locale et de la

Décentralisation, le débiteur sera mis en demeure par courrier recommandé. Les frais administratifs inhérents à cet envoi seront mis à charge du redevable et s'élèveront à 10,00 euros. Ce montant sera ajouté au principal sur le document de rappel et sera également recouvré par la contrainte prévue à cet article.

En cas d'inapplicabilité de l'article L1124-40 du CDLD, le recouvrement s'effectue devant les juridictions civiles compétentes.

Le montant réclamé sera majoré des intérêts de retard au taux légal à dater de la mise en demeure du redevable.

Article 6 :

Ne tombent pas sous l'application de cette redevance :

- les exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire ou communale.

Article 6 :

Le présent règlement entrera en vigueur après accomplissement des formalités de la publication faite conformément aux articles L1133-1 à 3 du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation.

Article 7

Le présent règlement sera transmis au Gouvernement Wallon conformément aux articles L3131-1 et suivants du Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation dans le cadre de la tutelle spéciale d'approbation.

PAR LE CONSEIL :

La Directrice générale,
C. ROSKAM

La Bourgmestre,
S. GUILLAUME

POUR EXTRAIT CONFORME :

La Directrice générale,



C. ROSKAM



La Bourgmestre,



S. GUILLAUME